

Trump modifie les règles du jeu



Mon portable est américain, ma voiture allemande, mes costumes viennent d'Italie ou d'Asie et chez moi j'utilise quotidiennement des objets en provenance d'une multitude de pays. Le libre-échange semble me réussir, tout comme à l'économie de façon générale. Il en va de même de la protection du climat et de l'environnement. Personne ne peut sérieusement vouloir y renoncer. A l'exception de ceux qui remettent catégoriquement en question le changement climatique, comme Donald Trump.

Les critiques à l'égard du président américain n'en finissent plus. Celui-ci est entré en fonction avec de grandes ambitions et son élan a en effet nettement amélioré le moral de l'économie et d'une partie de la population. Mais cet effet s'est volatilisé entre-temps, car la plupart de ses projets économiques ont subi un coup d'arrêt et resteront bloqués pendant des mois, voire des années. Donald Trump enchaîne par ailleurs les faux pas avec une régularité sidérante, que ce soit sur la scène internationale ou en politique intérieure, p. ex. avec ses tweets matinaux impulsifs. Désormais, le mécontentement ne se cantonne plus seulement aux médias libéraux, mais touche aussi de larges pans de la population. Les taux d'adhésion à Donald Trump sont désormais au plus bas à tout juste 40%, le reste de la population désapprouvant son administration. Au moins dans l'histoire récente des Etats-Unis, aucun autre président n'a été aussi impopulaire aussi rapidement.

L'émotion a été particulièrement vive lorsque Trump a annoncé la sortie de l'accord de Paris sur le climat, sans doute à juste titre, même si les médias ont parfois tendance à exagérer avec leur Trump-Bashing et leur alarmisme climatique. Un aspect a été relativement ignoré dans la discussion: les Américains ont légèrement réduit leurs émissions de CO₂ ces 20 dernières années et ne sont finalement pas si mal placés dans une comparaison internationale. La Chine émet désormais deux fois plus de dioxyde de carbone que les Etats-Unis et même en termes d'émissions par tête, les Américains ne sont pas les pires pollueurs. Cet «honneur» revient aux Australiens. Encore plus surprenant: sur les capacités énergétiques nouvellement créées aux Etats-Unis, environ 30% proviennent aujourd'hui d'énergies renouvelables, soit autant que dans l'UE. Cette tendance vers des formes d'énergie moins polluantes ne peut sans doute plus être arrêtée. Les énergies alternatives sont de plus en plus compétitives, même sans le soutien que de nombreux Etats américains continueront de leur apporter à l'avenir.

Trump sort-il également du rang en ce qui concerne le commerce mondial?

Les prochains projets politiques de Donald Trump sont scrutés avec une vive attention. Selon le président, le Sénat doit

confirmer et définitivement engager la suppression de l'Obamacare dès juin ou juillet, ce qui semble toutefois de

plus en plus improbable, plus les investigations du Congrès dans l'affaire russe se poursuivent. Sa réforme fiscale prévue ne pourra sans doute pas non plus être adoptée avant la trêve estivale et ne verra vraisemblablement même pas le jour avant l'an prochain. Les quatre à huit prochaines semaines devraient plutôt être dominées par une autre thématique, à savoir la politique commerciale et «America First», la principale promesse électorale de Donald Trump. Les négociations sur la restructuration de l'ALENA, l'Accord de libre-échange nord-américain, avec le Canada et le Mexique débuteront en août. Trump ne se montre plus aussi radical en ce qui concerne les mesures protectionnistes qu'avant les élections. Mais il est bien possible que le président harcelé de toutes parts durcisse de nouveau sa rhétorique. En matière de changement climatique, il cherche également le soutien de son principal électoralat de base, les salariés socialement vulnérables des régions industrielles.

Il est intéressant de noter que son attitude critique envers le libre-échange est l'une des rares positions, où son avis n'a pas sans cesse varié. Le fait que les mesures protectionnistes se heurtent à des résistances dans les propres rangs des Républicains ne devrait pas constituer un obstacle. Car en matière de commerce, les pouvoirs du président sont étendus et ne requièrent nullement l'assentiment du Congrès.

Une compétition à la baisse serait désastreuse
Nous ne savons toujours pas ce que les Américains entendent précisément renégocier dans l'ALENA. Mais il ne fait aucun doute qu'ils sont déjà bien rodés en ce qui concerne les mesures protectionnistes. Depuis la crise financière, aucun autre pays n'a engagé davantage de mesures de protection vis-à-vis de ses partenaires commerciaux que les Etats-Unis (cf. le graphique). Les droits de douane ne jouent pratiquement plus aucun rôle. Les barrières commerciales non tarifaires, p. ex. les restrictions (voire les interdictions) à l'importation ou les subventions à des filières d'exportation complètes, représentent aujourd'hui les principales mesures. Les Etats-Unis sont d'ailleurs loin d'être un cas isolé. De nombreux pays dans le monde entravent le libre-échange, grâce à des directives parfois absurdes, telles que des prescriptions complexes en matière d'étiquetage ou des normes d'hygiène visiblement exagérées.

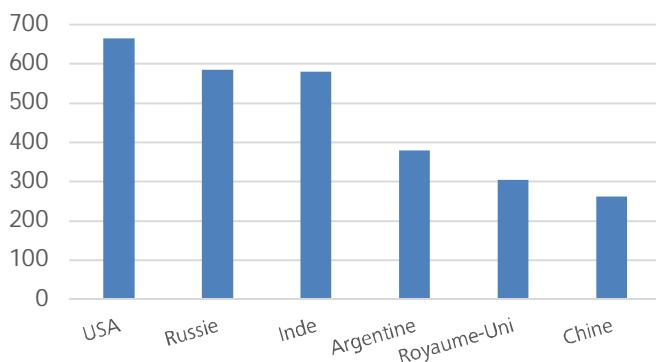
L'objectif véritable ne consiste souvent pas à protéger les consommateurs, mais à cloisonner l'industrie nationale. L'organisation mondiale du commerce (OMC) veille théoriquement au respect de certaines règles de loyauté dans le commerce mondial, mais son efficacité est limitée. Si un pays aussi important que les Etats-Unis se lance dans une compétition protectionniste, l'OMC s'en trouvera encore plus affaiblie. Car d'autres puissances économiques en profiteront pour ne plus s'en tenir aux règles et il s'ensuivra une compétition à la baisse («race to the bottom») dont tous sortiront

Trump modifie les règles du jeu

perdants. C'est pourquoi le retrait des Américains de l'accord de Paris sur le climat constitue également une affaire délicate, car d'autres «climatosceptiques» pourraient suivre. Et cette mesure montre que Donald Trump semble parfaitement disposé à remettre en question le «libre» échange, lorsqu'il s'agit de défendre ses propres intérêts.

Pays où les mesures protectionnistes sont les plus nombreuses

Nombre depuis 2008 (Chine depuis 2009)



Source: Global Trade Alert, Raiffeisen Research

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.